



**RÉGION ACADÉMIQUE  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Cellule de Région Académique  
pour l'Orientation vers l'Enseignement Supérieur

Actualisé en  
**Novembre 2023**

# Choisir le Droit et les Carrières Juridiques dans les Hauts-de-France

**Après Bac  
Infos**

Chaque année, de nombreux bacheliers choisissent d'étudier le droit après le bac. Parmi ces futurs étudiants, certains rêvent de devenir avocat ou magistrat, d'autres veulent défendre la planète ou les droits de l'homme ou encore s'engager dans une carrière politique. Pour la majorité des étudiants, le droit est souvent choisi par curiosité ou simple attrait pour la matière.

Quoi qu'il en soit, le droit étudié à l'université est une discipline nouvelle pour tous les lycéens.

Pour vous aider à y voir plus clair, voici quelques définitions.

### La Justice

C'est un service public, qui garantit les libertés individuelles et l'État de droit.

La justice veille à l'application de la Loi et garantit le respect des droits de chacun.

### Le Droit

C'est l'ensemble des dispositions qui règlent le statut des personnes et des biens, ainsi que les rapports que les personnes publiques ou privées entretiennent entre elles.

Le droit est issu pour l'essentiel des lois votées au Parlement par les députés et les sénateurs. Les textes de loi (code civil, code pénal, etc.) sont les outils indispensables des acteurs de la Justice.

## Le Droit : un domaine d'études étendu et complexe !

Le droit est un vaste domaine d'études qui se divise à l'université en 2 catégories : **droit privé** et **droit public**. Dès la première année de licence, tous les étudiants en droit s'initient à ces 2 grands champs d'études qui se déclinent en différentes branches.

**Droit privé** ou **droit public** : le choix est important pour les spécialisations en licence et la poursuite d'études en master. A l'issue de la licence, près de 3 étudiants sur 4 choisissent le droit privé.

### Droit privé

C'est l'ensemble des règles qui régissent les rapports entre les personnes physiques (particuliers) ou morales (entreprises, associations...).

#### Principales branches :

- Droit civil (*droit de la famille, des personnes, des biens...*)
- Droit social (*droit du travail, sécurité sociale*)
- Droit des affaires (*droit commercial, des sociétés, bancaire, droit des assurances...*)
- etc.

### Droit public

C'est l'ensemble des règles qui régissent l'organisation et le fonctionnement de l'Etat, de l'administration, des collectivités territoriales et des institutions rattachées à l'Etat ainsi que leurs relations avec les personnes privées. Le droit public défend l'intérêt général.

#### Principales branches :

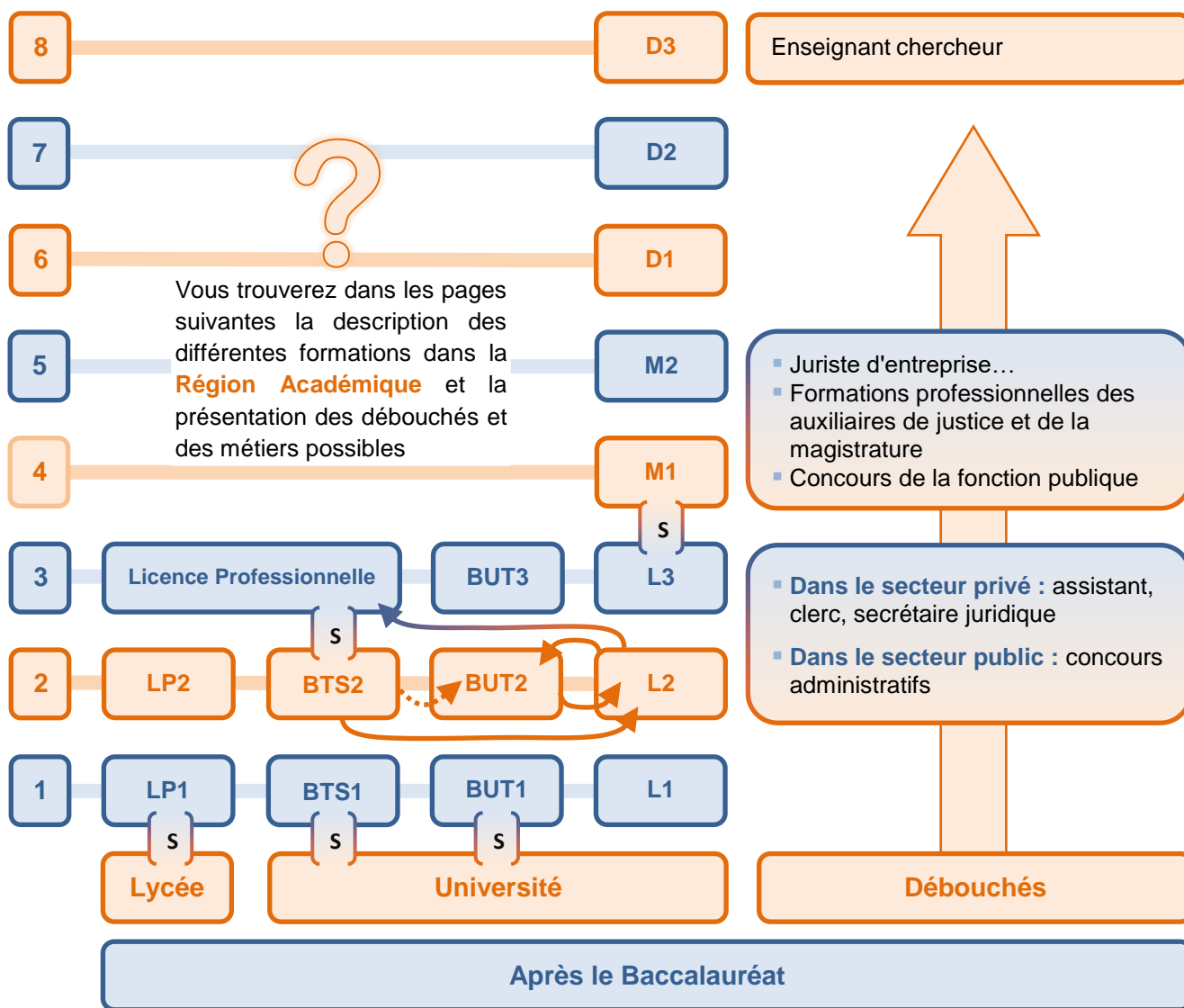
- Droit européen
- Droit administratif
- Droit constitutionnel
- Droit de l'environnement
- etc.

Et comme rien n'est simple dans le droit, certaines branches peuvent relever à la fois du droit privé et du droit public. Exemples : le droit international, le droit fiscal, le droit pénal ...

## Du Bac +2 au Bac +5, des parcours variés

Les formations du droit et de la justice vont du Bac +2 au Bac +5 voire au-delà pour les formations professionnelles de certains métiers du droit : magistrat, notaire, huissier...

« Après le bac, je peux choisir de préparer une **licence de Droit** ou bien me diriger vers des études courtes à visée professionnelle : **BTS Collaborateur juriste notarial**, **BUT Carrières juridiques**, **LP Activités juridiques ...** »



- BTS** Brevet de Technicien Supérieur
- BUT** Bachelor Universitaire de Technologie
- L** Licence
- LP** Licence professionnelle
- M** Master
- D** Doctorat

**S** Accès sélectif

Passerelles avec sélection

A l'université, les études de droit commencent par la **licence** (bac +3) et se poursuivent en **master** (bac +5). Premier objectif de l'étudiant en droit : obtenir la licence de droit, en 3 ans.

### Témoignage d'une étudiante En licence

« Les études de droit, Sonia y pensait depuis longtemps, sans savoir à quoi s'attendre une fois sur les bancs de l'université. Inscrite en 1re année de licence à Grenoble, elle a découvert une discipline exigeante mais passionnante ! Nouveau vocabulaire, nouvelle méthodologie, organisation et travail personnel... »

**Source : Onisep**

[www.onisep.fr/formation/apres-le-bac-les-etudes-superieures/ma-premiere-annee-en/ma-premiere-annee-en-licence/licence-droit](http://www.onisep.fr/formation/apres-le-bac-les-etudes-superieures/ma-premiere-annee-en/ma-premiere-annee-en-licence/licence-droit)

### Réussir la Licence de Droit

→ **Nécessite un travail régulier et continu** : apprendre et comprendre le vocabulaire ainsi que les notions spécifiques au droit sont indispensables.

#### A noter

*Comme pour toutes filières de licence, un étudiant peut, s'il le souhaite, se réorienter vers d'autres filières à l'issue du 1er semestre ou de la première année de licence.*

En 2021, 45034 étudiants étaient inscrits en L1 de droit en France (sur 321 139 inscrits au total en première année à l'université).

*Note flash, SIES, Juin 2022*

### Licence mention Droit

Elle forme en 3 ans des juristes généralistes. Les deux premières années apportent les connaissances juridiques fondamentales. Une bonne culture générale, des références historiques de base et une aisance à l'écrit comme à l'oral sont des pré requis indispensables pour réussir les études de droit à l'université.

**Où** : à l'Université

**Quel bac** : en priorité pour les bacs généraux ou bac STMG avec un très bon niveau général

**Au Programme** : histoire du droit, droit constitutionnel et civil, droit privé des personnes et de la famille, droit pénal ..., langue vivante, matières optionnelles (droit, économie, science politique...)

**Organisation des études** : cours magistraux en amphithéâtre, travaux dirigés en salles de cours

**Evaluation** : examen à l'issue de chaque semestre. Pour obtenir la licence il faut valider 6 semestres

### Dans les Hauts-de-France

Certaines universités proposent des **doubles cursus** ou des **parcours spécifiques** dès la 1re année.

#### En voici quelques exemples

*Licence droit parcours droit-langue  
Université Polytechnique  
Hauts de France*

*Licence droit option Académie ESJ  
(École Supérieure de Journalisme)  
Université Lille*

*Double licence – LLCER parcours  
Anglais/ Droit  
Université de Picardie  
Jules Verne*

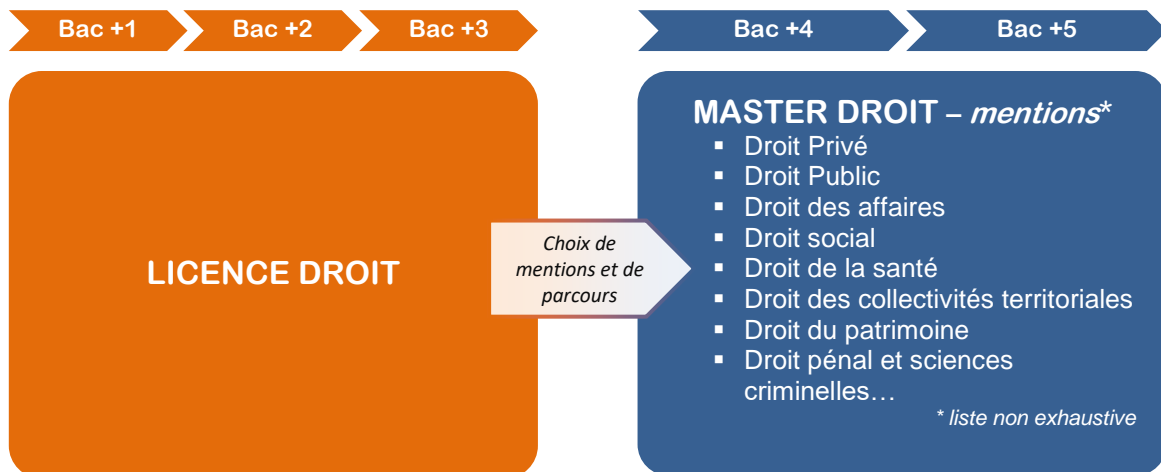
Dès la troisième année de licence, l'étudiant doit anticiper sa poursuite d'études, l'**entrée en master** étant **sélective**

**Objectif** : choisir une mention de master et un parcours. Chaque master propose un ou plusieurs parcours.

Par exemple, le master mention droit des affaires de l'Université de Lille propose 6 parcours.

[droit.univ-lille.fr/formations/catalogue-des-formations](http://droit.univ-lille.fr/formations/catalogue-des-formations)

Le Portail national « [monmaster.gouv.fr](http://monmaster.gouv.fr) » regroupe l'intégralité des diplômes nationaux de *master* proposés par les établissements d'enseignement supérieur en France. L'étudiant peut faire jusqu'à 15 candidatures en postulant sur le site à partir du mois de Mars.



## Préparer les concours de la fonction publique : La licence 3 Administration publique

La fonction publique offre de nombreux débouchés aux juristes. Pour préparer les concours, il est possible de s'orienter en troisième année, vers une Licence Administration publique

**Où** : à l'Université, en Institut de Préparation à l'Administration Générale (IPAG)

**Admission** : l'accès est sélectif après un bac +2 validé (BTS, BUT 2 ou 2<sup>ème</sup> année de licence)

**Au programme** : droit public, économie, finances publiques, préparation aux concours...

Poursuite d'études possible en master Administration publique

**Dans l'Académie de Lille**, deux Universités préparent une Licence 3 mention Administration Publique :

- Université de Lille
- Université Polytechnique Hauts de France (UPHF)

Une université propose une licence 3 mention Droit parcours administration publique (ULCO, site de Boulogne-sur-Mer).

Il existe aussi des préparations aux concours, **non diplômantes**, en IPAG dans l'Académie de Lille et d'Amiens.

Faire un parcours en droit après le bac sans passer par la case licence générale, c'est possible. Il existe des **diplômes à visée professionnelle**.

Le **BUT Carrières juridiques**, formation polyvalente, la **Licence professionnelle - Activités juridiques : Assistant juridique** permettent de se former en 3 ans dans le domaine du droit. Le **BTS Collaborateur juriste notarial** permet de devenir clerc de notaire en deux ans.

### BUT Carrières Juridiques

**Où :** *Institut universitaire de technologie (IUT), Université de Lille et Université de Picardie Jules Verne*

**Durée :** 3 ans

**Quel bac :** Bac général (profil varié), places réservées pour les bacheliers technologiques, éventuellement bac professionnel

**Au Programme :** Droit (civil, constitutionnel...), Comptabilité, Économie – Gestion, Informatique, Communication, Anglais

A partir de la 2<sup>e</sup> année, 3 parcours possibles au choix : administration et justice, entreprise et association, patrimoine et finances

**Stage :** 22 à 26 semaines de stage en entreprise réparties sur 2 années (BUT 2 et 3)

**Évaluation :** par compétences et en contrôle continu

### Licence professionnelle – Activités juridiques :

#### Assistant juridique

**Où :** *Université Polytechnique Hauts de Franc*

**Durée :** 3 ans

**Quel bac :** Tous types de bacs.

Principaux critères retenus : les notes et en particulier dans les matières littéraires, le comportement, le sérieux et la motivation.

#### Au Programme

Droit civil, constitutionnel et territorial, Institution juridictionnelle, Bureautique, Droit des obligations, Droit et contentieux administratifs, Droit de l'entreprise, Droit pénal et procédure pénale, Droit notarial

**Stage :** 300h en 2<sup>ème</sup> année  
(Possibilité de contrat d'apprentissage)

**Évaluation :** contrôle continu

**Poursuite d'études :** sous réserve Master, école notariale

### BTS Collaborateur juriste notarial

**Où :** en lycées, en Institut national des formations notariales et en CFA (apprentissage)

**Durée :** 2 ans

**Quel bac :** bac général, technologique (STMG), professionnel

#### Au Programme

Droit général et notarial, Techniques notariales, Environnement économique et managérial du notariat, Travaux pratiques (mise en situation), Culture générale, Anglais...

**Stage :** 12 semaines

**Évaluation :** contrôle continu et examen final

**Poursuite d'études :** licence professionnelle ; éventuellement 2<sup>ème</sup> année de BUT

*D'autres BTS comportent des enseignements juridiques qui prennent une place importante dans leur programme*

- *BTS Professions immobilières*
- *BTS Assurance*



Il existe aussi des **Licences Professionnelles En 1 an** dans le domaine du droit. **Accessibles après un bac+2.**

Les métiers du droit et de la justice s'exercent selon les cas sous différents statuts :  
fonctionnaire (après un concours de la fonction publique), libéral ou salarié du privé.

En cabinet libéral

Au tribunal

En entreprise

Dans l'administration publique

Voici quelques exemples de métiers (*liste non-exhaustive*).

## Les métiers du Droit et de la Justice

### La fonction publique

#### Au ministère de la justice

##### ► Le magistrat\* (à partir du master)

**Les magistrats du siège** : juge d'instruction, juge des affaires familiales, juge des enfants... Indépendants du pouvoir politique, ils sont chargés de rendre les décisions de justice.

**Les magistrats du parquet** : procureur, procureur général, substitut du procureur... placés sous l'autorité du Ministère de la justice, ils sont chargés de défendre les intérêts de la société.

**Pré requis** : au minimum Master 1 en droit ou diplôme d'IEP (préparation magistrature), avoir moins de 31 ans et réussir le prestigieux concours d'entrée à l'ENM (Ecole Nationale de la Magistrature à Bordeaux)

**A l'issue du concours** : les auditeurs de justice suivent une formation rémunérée de 31 mois alternant cours à l'ENM de Bordeaux et stages en juridiction.

##### ► Le greffier\* (à partir de la licence)

**Pré requis** : être titulaire d'un bac+2 (plutôt en droit), réussir le concours national des greffes

**A l'issue du concours** : formation rémunérée de 18 mois alternant cours à l'ENG (Ecole nationale des greffes) de Dijon et stages en juridiction.

Fonctionnaire du ministère de la justice, il enregistre les affaires, prévient les parties des dates d'audience et de clôture, prépare les dossiers pour les magistrats, prend note du déroulement des débats, rédige les procès-verbaux, met en forme les décisions, etc....

#### Le conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation\*

Sa mission est d'aider les personnes placées sous-main de justice dans leurs démarches d'insertion, de contrôler le respect de leurs obligations imposées par l'autorité judiciaire (indemnisation, soins...), ainsi qu'œuvrer à la compréhension de leur peine et participer à la prévention de la récidive.

**Prérequis** : être titulaire d'un bac+3 (plutôt en droit), réussir le concours organisé par l'ENAP (Ecole nationale de l'administration pénitentiaire).

**A l'issue du concours** : formation rémunérée de 2 ans à l'ENAP à Agen.

#### Dans les autres ministères

► Accès sur concours **bac+3**  
ou **bac+ 5**

► Connaissances en droit  
indispensables

- Commissaires et lieutenants de police
- Officiers de la gendarmerie nationale, commissaires des armées
- Inspecteurs et contrôleurs des finances publiques, des douanes, de la concurrence et de la répression des fraudes...
- Inspecteurs du travail...



Pour exercer ces **professions réglementées**, il faut en plus du niveau d'études en droit requis, valider les conditions et le diplôme professionnel permettant d'exercer.

## ► L'avocat\*

« C'est une profession libérale et indépendante. Les avocats sont regroupés en barreaux, établis auprès de chaque tribunal de grande instance.

En matière pénale, l'avocat donne des consultations juridiques. Il prend la parole pour défendre les personnes soupçonnées d'une infraction ou pour représenter les intérêts des victimes.

En matière civile, il accomplit les actes nécessaires à la procédure. Il représente le justiciable devant le tribunal, et accomplit en son nom, les formalités du procès. »

Source : [www.justice.gouv.fr](http://www.justice.gouv.fr)

**Pré requis :** avec au minimum un Master 1 en droit, préparer et réussir l'examen d'entrée au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats (CRFPA).

**A l'issue de l'examen :** suivre une formation de 18 mois au CRFPA et obtenir le Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA).

## ► Le notaire\*

**Deux voies possibles :**

**Voie universitaire :** elle débute par l'obtention d'un Master en droit notarial et se poursuit avec la préparation en 24 mois du Diplôme Supérieur du Notariat (DSN).

**Voie dite professionnelle :** après un Master 2 en droit, l'étudiant intègre sur dossier et entretien un Institut national des formations notariales (INFN), préparation en 31 mois du Diplôme de Notaire.

Source : <https://www.infn-lille.com>

Bien qu'exerçant dans un cadre libéral, le notaire est un officier ministériel nommé par arrêté du ministère de la justice.

Sa fonction première est la rédaction d'actes, de contrats qu'il va authentifier, conserver et dont il va délivrer une copie (contrats de mariage, successions, divorces, baux, achat et vente de biens immobiliers...). Il a aussi un rôle de conseil et de conciliation. Il est lié par le secret professionnel.

## ► L'huissier de justice\*

L'huissier est à la fois un professionnel libéral et un officier ministériel.

Son travail consiste à rechercher des solutions aux litiges entre créanciers et débiteurs.

Titulaire d'un Bac+4 en droit, stage rémunéré de deux ans dans une étude d'huissier et formation à l'INHJ (Institut national de formation des huissiers de justice) puis examen professionnel à l'issue des 2 ans.

## ► Une nouvelle profession : Commissaire de justice ◀

Depuis le 1er juillet 2022, une nouvelle profession a vu le jour : le commissaire de justice, qui résulte de la fusion des actuels commissaires-priseurs et huissiers de justice (qui disparaîtront d'ici 2026). Ce qui nécessite, d'ici là, que les commissaires-priseurs soient formés au métier d'huissier de justice et inversement.

## ► Le commissaire-priseur\*

**Pré requis :** titulaire d'une double licence en droit et en histoire de l'art, passer l'examen d'accès au stage de commissaire-priseur (écrit et oral) et faire un stage rémunéré de 2 ans.

**A l'issue des deux ans :** Passer un examen d'aptitude spécial qui comporte 3 épreuves orales

**Le commissaire-priseur judiciaire** est nommé par le Garde des Sceaux au sein d'un office. Il procède aux ventes judiciaires : liquidation d'une société, saisie, succession, tutelle...

**Le commissaire-priseur en charge des ventes volontaires** travaille au sein de sociétés commerciales agréées par le Conseil des ventes. Il effectue les ventes volontaires de biens mobiliers, objets d'art et de collections, matériel industriel ou véhicules.



Ces **juristes** exercent à titre salarié au sein des services juridiques, de ressources humaines, financiers...des PME – PMI, grandes entreprises, banques, associations, etc.

### ► Le juriste d'entreprise\* (bac +5)

Il s'agit pour le juriste de défendre les intérêts de l'entreprise qui l'emploie. Il intervient dans la rédaction des contrats, il instruit les dossiers contentieux, il assure une veille juridique permanente et conseille ses interlocuteurs non juristes.

#### Devenir juriste d'entreprise

- Master en droit des affaires
- Un complément de formation en école de commerce est très apprécié.
- Etre titulaire du CAPA (Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat) est un atout indéniable.

## Le clerc et le secrétaire juridique\* (bac +2, bac +3)

Parmi les assistants ou collaborateurs d'avocats, de notaires, d'huissiers ou de juristes d'entreprise, les plus recherchés sont le secrétaire juridique et le clerc de notaire.

### ► Le secrétaire juridique\*

#### Devenir secrétaire juridique

- BUT carrières juridiques,
- BTS support à l'action managériale
- BTS gestion de la PME complété par une licence professionnelle assistant juridique

Le secrétaire juridique, appelé aussi assistant juridique, est compétent en bureautique. Sa connaissance des procédures et du vocabulaire juridique est essentielle. Il prépare les dossiers, répond au téléphone, organise les réunions, fait les comptes rendus, gère les rendez-vous et l'emploi du temps des juristes, rédige le courrier, s'occupe des factures...

### ► Le clerc de notaire\*

Sous la responsabilité du notaire, le collaborateur prépare, rédige et fait authentifier les actes ponctuant la vie des familles et des entreprises : mariage, achat ou vente de propriété, succession, donation...

#### Devenir Clerc de notaire ?

Etre titulaire d'un BTS collaborateur juriste notarial, d'un BUT carrières juridiques ou d'une licence professionnelle activités juridiques : Assistant juridique (en 3 ans).

*\* Tous ces métiers sont exercés aussi bien par des hommes que par des femmes.*

## Je souhaite des études courtes et professionnalisées

### Au Lycée

Préparer un **Brevet de Technicien Supérieur (BTS)**

- Assurance - préparé dans 6 lycées publics ou privés sous contrat et 3 CFA
- Collaborateur juriste notarial - préparé dans 3 lycées publics, à l'Institut des métiers du notariat (privé sous contrat) et dans 4 CFA
- Professions immobilières - préparé dans 5 lycées publics et dans 5 CFA

### A l'Université

Préparer un **Bachelor Universitaire de Technologie (BUT)**

- Carrières Juridiques - préparé à l'IUT U Lille et UPJV

Préparer une **Licence professionnelle**

- Activités juridiques : Assistant juridique - préparée à l'Université Polytechnique Hauts de France (UPHF)

## Les études générales ne me font pas peur

Préparer une **licence générale** en trois ans à l'Université

### Mention Droit

- Université d'Artois (Site de Douai)
- Université de Lille (Campus Moulins et antenne de Cambrai)
- Université du Littoral (Sites de Boulogne sur Mer et Dunkerque)
- Université Polytechnique Hauts de France
- Université de Picardie Jules verne
- Institut catholique de Lille

### Mention Administration publique

*(en 3<sup>ème</sup> année uniquement, accès sur dossier et entretien)*

- Universités de Lille et UPHF en IPAG (Institut de Préparation à l'Administration Générale)

## Candidater dans une formation après le bac

[www.parcoursup.fr](http://www.parcoursup.fr)

Du **17 janvier** au **14 mars 2024**

**En BTS, BUT et licence professionnelle (3 ans)**

Admission sélective sur dossier, éventuellement entretien (pour le BUT)

**En Licence de droit**

*Certaines universités proposent des doubles cursus ou des parcours spécifiques dès la 1<sup>ère</sup> année.*

**Attention : ces formations font l'objet d'un vœu spécifique sur Parcoursup !**

- Licence droit parcours droit-langues - FDEG - UPHF
- Licence droit option Académie ESJ (École Supérieure de Journalisme) - Université Lille

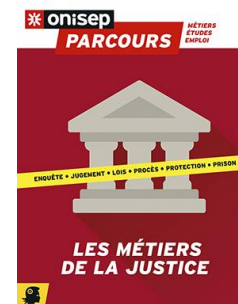
## Ressources ONISEP



« Entrer dans le sup après le bac », rentrée 2023  
**Guide à télécharger**  
 (cliquer sur l'image)



« Les métiers du droit »  
 Collection Parcours, *Aout*  
 2020



« Les métiers de la justice »  
 Collection Parcours, *Avril* 2020

## Autres Ressources

### S'informer sur les formations

- [www.fun-mooc.fr/fr/cours/le-droit-est-ce-pour-moi](http://www.fun-mooc.fr/fr/cours/le-droit-est-ce-pour-moi)

### A l'université

- Université d'Artois [www.droit.univ-artois.fr](http://www.droit.univ-artois.fr)
- Université de Lille [droit.univ-lille.fr/accueil](http://droit.univ-lille.fr/accueil)
- Université du Littoral [droit.univ-littoral.fr](http://droit.univ-littoral.fr)
- Université de Valenciennes [www.uphf.fr/ish/formations/par-unite-academique/formations-lunite-academique-droit-administration-publique-dap](http://www.uphf.fr/ish/formations/par-unite-academique/formations-lunite-academique-droit-administration-publique-dap)
- Université de Picardie Jules Verne [www.u-picardie.fr](http://www.u-picardie.fr)

### En écoles professionnelles du secteur de la justice

- Ecole nationale de la magistrature [www.enm.justice.fr](http://www.enm.justice.fr)
- Ecole nationale des greffes [www.eng.justice.fr](http://www.eng.justice.fr)
- Ecole nationale de l'administration pénitentiaire [www.enap.justice.fr](http://www.enap.justice.fr)
- Ecole nationale de la protection judiciaire de la jeunesse [www.enpjj.justice.fr](http://www.enpjj.justice.fr)
- Ecole des avocats Nord-Ouest IXAD [www.cfpa-online.com](http://www.cfpa-online.com)
- Institut national des formations notariales de Lille [www.infn-lille.com](http://www.infn-lille.com)

### S'informer sur les métiers du droit et de la justice

- Site du Ministère de la justice / rubrique Métiers [www.metiers.justice.gouv.fr](http://www.metiers.justice.gouv.fr)
- Association française des juristes d'entreprises [www.afje.org](http://www.afje.org)
- [www.lepetitjuriste.fr](http://www.lepetitjuriste.fr)
- [www.devenir-avocat.fr](http://www.devenir-avocat.fr)
- [www.notaires.fr](http://www.notaires.fr)
- [commissaire-justice.fr](http://commissaire-justice.fr)